

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC AU DROIT DU PARC DES CYTISES
A BENIFONTAINE
SPECTACLES FORAINS ITINERANTS CIRCASSIENS**

ENTRE :

La Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin (CALL), dont le siège social est sis 21 rue Marcel Sembat - B.P. 65 - 62302 Lens Cedex, représentée par Madame Marie-Francine FRANCOIS agissant en sa qualité de Directrice Générale des Services, habilitée à l'effet des présentes, en vertu d'une délégation de signature qui lui a été consentie par Monsieur Sylvain ROBERT, par arrêté référencé 2025/287 en date du 15 juillet 2025 déposé en Préfecture le 17 juillet 2025.

Monsieur Sylvain ROBERT, agissant en sa qualité de Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, fonction à laquelle il a été désigné aux termes d'une délibération du Conseil Communautaire en date du 7 juillet 2020 déposée en Préfecture le 9 juillet 2020 dûment habilité par délibérations du Conseil Communautaire en dates du 7 juillet 2020 et du 6 décembre 2024, déposées en Préfecture le 9 juillet 2020 et le 13 décembre 2024, confiant au Président les délégations prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ci-après désignée « la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin » ou « le propriétaire » d'une part,

ET

Le CIRQUE _____ représenté par le Gérant

Ci-après désigné « le » ou « l'occupant » d'autre part,

EXPOSE PREALABLE :

En novembre 2025, **la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin** a procédé à une publicité préalable en vue de l'occupation d'un terrain communautaire, contigu au site du Parc des Cytises à Bénifontaine, dans le cadre de l'exploitation d'une activité économique de courte durée à vocation de spectacles et de loisirs.

Suite à la réception des candidatures, l'offre retenue est celle du
_____ représenté par Monsieur _____
souhaitant proposer un spectacle circassien traditionnel, sous chapiteau

Aussi, il convient de procéder à la régularisation de la convention d'occupation temporaire correspondante.

.../...

CECI ETANT EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles **le** _____ est autorisé à occuper à titre précaire, l'emplacement défini à l'article 2 des présentes afin de lui permettre de présenter un spectacle circassien.

L'autorisation d'occuper le terrain n'est consentie que pour la tenue d'un spectacle circassien traditionnel conformément aux conditions prévues dans l'AMI annexé aux présentes.

Il est bien entendu entre les parties, comme condition essentielle de la présente convention, que le droit d'occupation conféré au _____ ne l'est qu'à titre précaire pour répondre à ses besoins spécifiques et, qu'en conséquence, **le** _____ exclut toute possibilité d'invoquer soit le régime des baux commerciaux soit une quelconque réglementation susceptible de lui conférer un droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement de son titre d'occupation.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DU BIEN MIS A DISPOSITION

Un terrain enherbé de 1 200 m² environ, repris au plan joint, et cadastré section ZA n° 94p à Bénifontaine.

L'emplacement du chapiteau sera adaptable en fonction du terrain proposé.

L'emplacement n'est pas gardienné. Il est vierge de tout dépôt. Il est bordé par un fossé.

L'accès se fait par des bornes béton enterrées, qui seront déplacées et remises en place par **le** _____.

ARTICLE 3 – DESTINATION DE L'EMPLACEMENT MIS A DISPOSITION

Le _____ ne pourra affecter l'emplacement à une destination autre que l'activité décrite dans l'article 1.

Il devra être maintenu dans un parfait état de propreté.

Aucune espèce animale ne sera attachée au sein des installations, tous les animaux devront être en liberté dans des enclos, ceux-ci seront composés de barrières adaptées et agréées.

Chaque enclos devra disposer de plusieurs abreuvoirs de capacité suffisante.

A tout moment, les infrastructures seront accessibles aux services vétérinaires pour d'éventuelles inspections en vue de contrôler le respect des normes en vigueur concernant le bien-être animal.

Tout commerce direct de denrées alimentaires est strictement interdit.

.../...

ARTICLE 4 – RESPONSABILITE

4-1 - Caractère personnel

La présente convention est consentie à titre strictement personnel.

A cet égard, le _____ ne pourra en aucun cas sous-louer tout ou partie de l’emprise objet de la présente convention d’occupation précaire.

4-2 - Responsabilités

Le _____ s’engage, dans le cadre de ses activités, à respecter toute législation en vigueur notamment en matière d’hygiène, de salubrité publique, d’accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduites et de sécurité incendie et à respecter les interdictions ou restrictions d’affichage décidées par les communes riveraines.

Le _____ est responsable de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels, qu’ils soient directs ou indirects, qui pourraient être occasionnés notamment du fait de la mise en place, de l’existence ou du fonctionnement de ses installations, de son activité et / ou interventions de ses personnels.

Le _____ est en tout état de cause solidairement responsable des dommages de même nature causés le cas échéant par toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte.

Le _____ certifie qu’il dispose d’un registre de sécurité des installations tenu à jour.

En tout état de cause, le _____ déclare faire son affaire personnelle de la sécurisation, par des barrières, du fossé entourant l’emplacement, **la Communauté d’Agglomération de Lens-Liévin** ne pouvant être tenue responsable en cas d’accident ou d’incident.

Par ailleurs, l’affichage étant soumis à l’autorisation des communes le _____ est tenu de se rapprocher des services des communes environnantes afin de connaître la réglementation en la matière.

Toute installation d’affiches et/ou de dispositifs publicitaires qui ne respecterait pas la réglementation communale sera considérée comme de l’affichage sauvage et sera retirée sans délai par les services communaux concernés.

4-3 - Assurances

Le _____ est tenu de contracter, aux fins de couvrir ses responsabilités, toutes polices d’assurance nécessaires, notamment celles liées à sa responsabilité civile et professionnelle.

Le _____ est également tenu de souscrire les assurances nécessaires pour ses biens et matériel, pour tous les risques y compris le vol et le vandalisme, **la Communauté d’Agglomération de Lens-Liévin** ne pouvant être tenue responsable pour quelque incident ou dommage que ce soit qui serait la conséquence directe ou indirecte de l’occupation consentie par la présente convention.

Bien que l’attestation d’assurance ait été remise au moment de la réponse à l’AMI une attestation en cours de validité au jour du démarrage de l’occupation devra être remise lors de la réalisation de l’état des lieux entrant.

.../...

ARTICLE 5 – INCESSIBILITE

La présente convention n'est ni cessible ni transmissible, directement ou indirectement, à qui que ce soit.

ARTICLE 6 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

L'occupation est consentie du _____ au _____ **2026**. A l'occasion de son départ, le _____ devra laisser un terrain propre, dégagé de tout dépôt, comme **la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin** est en droit de le retrouver.

A cet effet, il est précisé qu'un état des lieux d'entrée sera dressé de manière contradictoire entre les parties, préalablement à la prise de possession du bien mis à disposition. De même, un état des lieux de sortie sera également dressé de manière contradictoire au terme de la mise à disposition du bien.

Le _____ devra également procéder à la remise en place des bornes béton, avant son départ.

A défaut, les frais liés aux travaux de remise en état ou de nettoyage seront retenus, en fonction du montant en cause, sur l'une des deux ou sur les deux cautions prévues à l'article 8.

ARTICLE 7 – REDEVANCE

La présente occupation est consentie moyennant le versement d'une redevance s'élevant à _____ pour la totalité de la période considérée.

Cette redevance donnera lieu à une minoration en cas d'interdiction d'exercer pour intempérie ou raison sanitaire.

ARTICLE 8 – PAIEMENT DE LA REDEVANCE - CAUTION

La redevance est payable d'avance. A cet effet, un chèque n°..... émis à l'ordre du Trésor Public, d'un montant de €, à remettre au représentant de **la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin** ou par prélèvement bancaire au moyen de la mise en place d'un SEPA (cf. ci-joint à compléter avec transmission d'un RIB).

Deux chèques de caution n° et n° à l'ordre du Trésor Public, l'un d'un montant de 500 € et l'autre de 4 000 € ont également été remis, ce jour, au représentant de **la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin**.

En cas de non-respect des obligations imposées à _____, **la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin** procédera à l'encaissement, en fonction du montant des dommages, du ou des chèques de caution évoqués ci-avant.

ARTICLE 9 – FLUIDES ET AUTRES

Le _____ pourra solliciter au besoin l'installation, à ses frais, d'un compteur forain auprès d'ENEDIS / ERDF (au moins 15 jours avant le début de son installation). Les installations correspondantes, qui devront être agréées par les instances compétentes, seront démontées, aux frais du _____ à l'occasion de son départ.

La Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin ne fournira pas de branchement téléphonique.

Le _____ sera tenue de faire évacuer les déchets liés à son activité.

En cas de nécessité absolue liée à une défaillance technique qui surviendrait sur le site durant la période d'occupation définie à l'article 6, Monsieur Franck CHEVALIER – Responsable du Parc des Cytises est joignable au 06.85.01.06.11.

ARTICLE 10 – RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par **la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin**, sans préavis ou en cas de non-respect par **le** _____ de l'une quelconque de ses obligations découlant de la présente convention.

L'emplacement devra alors être libéré de tout dépôt.

ARTICLE 11 – ANNEXES

Les documents ci-dessous sont annexés au contrat et ont valeur contractuelle :

- Attestation(s) d'assurance
- Plan indiquant l'emplacement objet de la présente mise à disposition
- AMI référencé _____ de novembre 2025
- Dossier de candidature de **l'Occupant**.

ARTICLE 12 – LITIGES

En cas de difficulté sur l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leurs différends à l'amiable. En cas de désaccord persistant, il sera porté devant la juridiction compétente.

En 1 exemplaire,

Fait à _____, le.....

Fait à LENS, le

Le Gérant représentant

1

Pour le Président et par délégation,
la Directrice Générale des Services,

Marie-Francine FRANCOIS